

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

MARDI 24 SEPTEMBRE - 18H00

Procès-Verbal

Conformément à l'Article 14 du Titre II des Statuts du Syndicat des Cinémas d'Art de Répertoire et d'Essai, le quorum requis pour l'Assemblée Générale est de 194 sur 775 salles adhérant au Syndicat présent.e.s ou représenté.e.s (1/4 des membres du Syndicat). Le nombre de salles adhérant au Syndicat présent.e.s ou représenté.e.s est de 251.
L'AG peut donc délibérer valablement.

Christine Beauchemin-Flot, et Stéphane Libs, co-président.e.s, ouvrent l'Assemblée Générale à 18h dans la salle Lexington du CID à Deauville.

Stéphane Libs remercie les membres du CNC pour leur présence : Lionel Bertinet, directeur du cinéma du CNC, Catherine Verliac directrice adjointe, Corentin Bichet chef du service de l'exploitation et Dorothée Duval, Agnès Touilleux, secrétaire générale adjointe, Marie-Laure Douet, cheffe du service de la diffusion en salles et Cécile Lacoue, directrice des études. Il salue également la présence des membres de la FNCF : son président, Richard Patry représenté par Marc-Olivier Sebbag, directeur général et Erwan Escoubet, directeur juridique. Il remercie aussi la présence de Guillaume Bachy, président de l'AFCAE et David Obadia, délégué général, Gautier Labrusse président du GNCR et Jérôme Brodier son délégué général, Karim Mouttalib, directeur général de l'IFCIC ainsi que Sébastien Saunier et Edouard Tunc. Il salue également la présence de Baptise Heynemann, délégué général de la CST ainsi que Mathieu Guetta, il remercie ensuite l'ADRC et Pauline Ginot de l'ACID.

Christine Beauchemin-Flot prend la parole pour saluer la présence des partenaires et les remercier pour leur soutien et fidélité ; Cécile Prevost d'Audiens, Thierry Delpit et Marie Razin de Ciné Society, Véronique Gomez du Crédit Coopératif, Éric Marti de Comscore, Grégoire Amiot et Benjamin Leveau de CinéOffice.

Stéphane Libs remercie ensuite Nicolas Vuattoux et Fabien Scorsone de Monnaie Services, Fernando Goncalves de GB Assurances et enfin Frédérick Rochette de Globecast.

Stéphane Libs évoque Aline Rolland, administratrice et ex-co-présidente et Gérard Clochard. Afin d'honorer leurs mémoire **Christine Beauchemin-Flot** demande de partager une minute de silence.

1. **Le rapport d'activité est présenté par Eva Brucato, Pascal Robin, Stephen Bonato et Elise Mignot, membres du Conseil d'Administration**
2. **Le rapport financier est présenté par Martin Bidou, trésorier**

3. **Le rapport moral est présenté par Christine Beauchemin-Flot et Stéphane Libs, co-président.e.s**
4. **Les rapports sont votés à l'unanimité des présent.e.s et représenté.e.s.**

Stéphane Libs annonce qu'il ne se représentera pas à la co-présidence du syndicat.

5. Échange avec les adhérents

Romain Prybilski, exploitant directeur des Studios à Tours, s'interroge sur la prise en compte de la sociologie des villes dans les modalités de classement des salles et dans l'attribution des aides.

Sylvain Clochard propose au CNC de répondre à cette question et ajoute, en tant que membre des commissions, que la sociologie des villes est toujours prise en compte. Il souligne que la réforme ne fait pas disparaître cette caractéristique, mais la réaffirme.

Christine Beauchemin-Flot ajoute que les différents critères ont été précisés dans un souci et une nécessité d'équité entre les différentes commissions. Afin que tout le monde ait les mêmes données et critères à appliquer.

Lionel Bertinet, Directeur du Cinéma au CNC, prend la parole et précise qu'il s'agit d'un critère déjà existant dans le classement art & essai qui n'a pas été supprimé par la réforme. La réforme a consisté à compléter les 15 critères déjà existant par 5 nouveaux critères. Il rappelle que cette réforme donne un poids beaucoup plus important aux commissions puisque le montant individuel calculé sur le pourcentage de séances peut être modulé du simple au double par l'avis des commissions. Il explique ensuite que ce sera à charge des commissions régionales de s'emparer pleinement de ces critères et qu'il y sera important qu'une jurisprudence commune se dessine. C'est dans ce but que le CNC réunira les différents membres qui feront partis des commissions Art & Essai en amont des premières tenues des commissions afin d'avoir un échange assez riche sur l'utilisation de ces différents critères, dont fait partie la sociologie du lieu où la salle est implantée.

Jean-Serge Pennetier, exploitant directeur du cinéma Jean Vigo à Gennevilliers, souhaite revenir sur la commission de branche de la petite exploitation et alerter sur la problématique de la diminution des séances. Il explique qu'après le Covid il a commencé à recentrer ses séances pour éviter les séances à vide et essayer de faire des séances à moins de potentiel de perte, financièrement et alléger les plannings. Afin de mettre en œuvre les préconisations de la petite exploitation, il a diminué sa programmation de 4 séances par semaine. Il constate un effet intéressant, pas lié uniquement à la concentration des séances mais aussi lié au respect des protocoles sanitaires qui sont toujours à l'œuvre à la suite du Covid et aux risques de contamination sanitaire. Or, pour le classement 2024 il a donc proposé 396 séances en moins, et il lui manque 10 séances pour conserver son label Recherche et découverte. Il ajoute qu'il a programmé 63 films RD, et qu'il est demandé d'en proposer 50 minimum.

Paradoxalement, sa subvention de classification a augmenté de 4000€. Il explique que le problème est que pour les salles de proximité, (privé, associatif ou municipal comme lui) le label

est un gage de qualité. Sa salle se trouve dans une ville où la population est paupérisée et cela requiert un vrai travail de proximité, et pourtant elle perd un label alors qu'il s'agit d'un élément important dans sa communication.

Pascal Robin explique que les commissions régionales sont très attentives aux effets de seuil, et ajoute que lorsqu'il s'agit d'un très faible écart, les commissions font généralement des exceptions. Il précise qu'il est toujours possible de faire appel lorsque l'on veut contester un résultat. Il revient sur la commission de branche de la petite exploitation de la matinée et du sujet du nombre de séance qui a beaucoup été abordé et précise qu'aucune procédure ou préconisation n'ont été émises et qu'il en va de la liberté de chacun.

Pascal mentionne les fortes critiques qui ont été faites à l'égard des distributeurs tout en reconnaissant la tension qui s'accroît entre exploitants et distributeurs. Cependant, selon lui, une partie de cette tension prendrait racine dans une certaine méconnaissance du travail des uns et des autres. Il rappelle donc le travail mis en place par le SCARE au travers des ateliers des sorties qui permet de discuter de la sortie d'un film avec les distributeurs.

Corentin Bichet, chef du service de l'exploitation au CNC, explique que les commissions art et essai prennent en compte le volume des séances qui sont proposées pour chacun des trois labels. Il rappelle que Jean-Serge Pennetier a déposé une demande d'appel. Il ajoute que la commission est très attentive aux cas individuels. Le cas où la réduction des séances est décidée pour des raisons stratégiques, est un critère examiné en commission.

Guillaume Bachy, président de l'AFCAE et exploitant directeur des Cinémas du Palais à Créteil, revient sur les échanges de la commission de la moyenne exploitation à laquelle il était présent. Il demande la position du SCARE sur ce qui a été dit le matin-même : d'un côté une demande de la grande exploitation d'être mieux revalorisée notamment à l'intérieur du compte de soutien et du retour sur la TSA et de l'autre côté, de la pression que peuvent ressentir certains exploitants concernant la volonté de plus en plus forte des circuits et de la grande exploitation de venir sur le terrain de l'A&E à l'intérieur de leur programmation. Il admet se sentir parfois pressurisé par cette filière et par ce système qui se voudrait solidaire.

Christine Beauchemin-Flot ajoute que ce n'est peut-être pas la première fois, mais que c'est une situation critique assez nouvelle pour la grande exploitation. Ils ont nécessairement du mal à l'appréhender et se retrouvent dans une position assez offensive à l'égard du reste de l'exploitation et particulièrement des salles Art & Essai indépendantes. Elle complète en disant que le SCARE défendra les intérêts, non pas individuels mais collectifs car, même si en termes d'entrées la moyenne exploitation ou l'exploitation Art & Essai sont moins impactées que le reste de l'exploitation, il y a un effort de préservation qui est nécessaire. Certaines salles du SCARE rencontrent de grandes difficultés économiques, il ne faut donc absolument pas abandonner les combats que portent le SCARE, tout au contraire. Les salles Art & Essai sont plus petites mais sont aussi nombreuses et soudées. Elle ajoute que le SCARE essaie d'œuvrer au sein du conseil d'administration mais qu'il a aussi un besoin de fédération et de solidarité, un besoin d'être ensemble. C'est donc ici qu'il faudra, chacun à son endroit, ne pas hésiter à se mobiliser, à faire entendre nos voix. Pour elle, les choses sont totalement inversées : la grande exploitation tient le discours que les salles Art & Essai indépendantes leur font concurrence,

alors que depuis des années ils vont sur leurs terrains, en diffusion de films, en animation. Bien que ce terrain ne soit pas un pré carré, certaines attitudes ne sont pas tolérables. Il ne faut pas laisser tout dire afin que ça ne devienne pas une réalité dans l'imaginaire collectif, comme pour le tarif des places. Le SCARE va donc poursuivre ses efforts dans ce sens mais il y a un besoin de forces vives à nos côtés.

Stéphane Libs revient sur ce qui a été dit en commission de branche et ajoute qu'il n'a pas trouvé ça très étonnant. Depuis deux ans il y a un resserrement sur la programmation mais il y a maintenant quatre ou cinq mois que les circuits sont en difficultés financières et affichent leur besoin de chercher de l'argent. Ce n'est plus être en concurrence, c'est trouver de l'argent. Il explique que toutes les salles qui sont porteurs des cartes UGC illimitées ont eu des vérifications sur l'utilisation des cartes allant jusqu'à des suspicions extrêmes, sur l'utilisation d'une carte sur le même film, l'utilisation en volume de la carte. Les attaques sont faites directement, avec des menaces aussi d'arrêt des cartes, comme pour le Grand Action. Pour lui, ce qui s'est passé en commission va complètement dans ce sens-là.

Marc-Olivier Sebbag, délégué général de la FNCF, prend la parole en soulignant que son rôle n'est pas d'intervenir dans ce que pense et ce que dit le SCARE mais il souhaite rappeler les propos de Richard Patry en introduction des commissions de branche. Dans cette période de remise en cause du financement du CNC et de tout le système, il y a plus que jamais besoin d'un sentiment d'unité.

Il existe certes des difficultés, qui pour certaines ne sont pas nouvelles : l'accès aux films, le rapport avec les distributeurs dans la programmation qu'il faut prendre en compte les uns par les autres.

Il revient sur la réforme de l'Art & Essai qui a été aussi une façon de retrouver une situation plus équitable pour ceux qui n'avaient pas pu non seulement bénéficier de la réforme précédente mais souffert plus particulièrement, en évitant le système d'écèlement. Il souligne ce travail de solidarité puisque la Fédération a appuyé cette demande et l'a porté avec le SCARE.

Cependant, aujourd'hui la situation globale du secteur est très fragilisée par les économies qu'il faut réaliser au niveau national et qui ont des conséquences sur le CNC. Plus globalement, pour des raisons conjecturelles ou structurelles, beaucoup de salles de la grande exploitation rencontrent des difficultés importantes. Ce segment de l'exploitation est plus en fragilité aujourd'hui, car plus en retard que les deux autres que les deux autres pour retrouver les niveaux d'entrée pré-covid. Les chiffres de fréquentation sont très clairs. Il ajoute que cela ne veut pas dire que dans la moyenne et dans la petite exploitation, il n'y a pas de salles en difficultés, qu'il faut aider et accompagner.

Par ailleurs, le dispositif de soutien automatique pour l'exploitation a été réformé la dernière fois il y a 12 ans et il se dégrade globalement.

Il y a donc deux sujets différents. Celui sur lequel Richard Patry a insisté est le premier : s'il n'y a pas d'unité entre les uns et les autres, malgré les difficultés, malgré la concurrence, rien ne sera obtenu. Il faut donc travailler collectivement. Cela n'empêche pas qu'il y ait des oppositions. Il admet que lors de l'absence des films américains tout le monde s'est battu pour les mêmes films. Pour autant c'est collectivement que le secteur s'en sortira et s'il y avait 200 millions d'entrées qui étaient assez équitablement réparties entre toutes les catégories de salles, ces discussions n'auraient évidemment pas lieu.

Il ajoute qu'un certain nombre de sujets qui n'ont pas été traités depuis 2020, depuis la période Covid comme la fin des VPF ou le non commercial qui devait faire l'objet d'une réforme et qui touche souvent des structures proches des salles Art & Essai.

Il achève en disant que lorsqu'il dit collectivement ce n'est pas seulement l'exploitation, mais c'est aussi avec les distributeurs, avec les producteurs, avec les réalisateurs. Pour lui, il faut penser pour le cinéma, car c'est comme ça que tout le monde s'en sortira.

Elisabeth Deseuvre, exploitante directrice des cinémas Le Club à Barbezieux et Le Familia à Jonzac, rappelle les chiffres annoncés lors de la commission de la petite exploitation. Celle-ci représente 1500 salles et 13% des recettes. La grande exploitation ne récupérerait que très partiellement ses recettes dans l'hypothèse où l'ensemble des salles de la petite exploitation fermaient. C'est la bataille des gros contre les petits et elle estime que c'est vraiment dommage parce qu'au contraire, ce qui les aidera, c'est de continuer d'exister et d'être ensemble. Elisabeth Deseuvre admet que ce qui est compliqué c'est la concurrence. Ses deux salles sont sans concurrence mais si un jour elles fermaient, les spectateurs n'iraient pas pour autant à Angoulême. Pour elle, ce discours n'a vocation qu'à saborder la culture et elle ajoute que les cinémas de proximité sont essentiels.

Christine Beauchemin-Flot rebondit et précise que c'est cet esprit qui anime le SCARE. Évidemment, il n'y a aucune réjouissance à la vue du malheur des autres. Le fait d'être petits mais nombreux est une force, une richesse ; qu'il faut faire fructifier, préserver et à laquelle évidemment le SCARE est très attaché par le collectif, par la solidarité et par le fait d'être ensemble.

La représentativité du Conseil d'Administration du SCARE a cette particularité de représenter ce panel très hétéroclite de l'exploitation avec des associatifs, des privés, des municipaux, des petits, des moins petits et pourtant il est possible d'arriver à réfléchir, à travailler et à avancer ensemble. C'est précisément cela qui anime le SCARE et il continuera à y être très fortement attaché.

Judith Reynaud, exploitante directrice de Cineparadis, souhaite nuancer les propos d'Elisabeth Deseuvre. Elle témoigne des propos de la commission de la grande exploitation dont elle est membre, et affirme que l'idée n'est pas de supprimer les salles rurales et de les faire disparaître. Elle rejoint le discours de Marc-Olivier Sebbag ; sans unité, les combats ne peuvent pas être menés. Elle ajoute que sans vouloir prendre son cas personnel, dans des situations locales, des salles municipales viennent parfois aussi sur le terrain des salles privées. Elle souhaite une régulation qui permettent aux salles d'exister et de ne pas avoir de la concurrence subie à côté.

Christine Beauchemin-Flot ajoute que ce sont des propos qui s'entendaient avant, mais qu'aujourd'hui on parle de l'importance du collectif. Bien que le SCARE ait ses propres directions, il est aussi dans cet esprit-là collectif au sein de la Fédération. Elle demande de faire attention à ne pas mettre en opposition les uns et les autres et ajoute que ce n'est pas quelque

chose que l'on peut reprocher au SCARE. Il faut rester attentifs, dans cette période particulière, à continuer de se respecter et à ne pas opposer des situations des salles qui ne méritent pas d'être opposées ou d'être stigmatisées.

6. Partenaires

Christine Beauchemin-Flot remercie de nouveau et appelle les partenaires à intervenir.

Cécile Prévost, direction des actions sociales et des relations avec les branches professionnelles - Audiens, présente sa structure.

Véronique Gomez, responsable du secteur culturel - Crédit Coopératif, se lève pour être identifiée par les exploitants de la salle.

Eric Marti, directeur général de Comscore aborde l'année 2024 et donne quelques données globales plutôt encourageantes. Une année 2024 très difficile était annoncée avec la grève des auteurs américains mais à la fin du premier semestre, le marché français dans son ensemble enregistrait une fréquentation de 7,9% inférieure à l'année dernière, ce qui finalement était à peu près ce qui était attendu. A date, depuis le dimanche précédent, la baisse était à -5%. A titre comparatif, concernant un marché assez directeur, le marché américain ; le box-office américain est à -12% et il se porte plutôt bien.

Dans la fréquentation française, les cinémas Art & Essai qui étaient à -0,01%, donc ils étaient déjà à +7% de mieux de l'ensemble du marché à la fin du premier semestre, sont passés à +1% à la date du dimanche dernier. Ils sont donc en progression de +6% par rapport au marché global.

Ce sont plutôt les catégories C, D et E qui s'en sortent le mieux puisque les catégories A et B, elles, sont au niveau du marché global à -5%.

Ces chiffres nous prouvent que l'été s'est très bien déroulé malgré la grève, les JO et l'Euro, avec des films (grand public) qui ont fonctionné, sans le phénomène incroyable qu'a représenté Barbenheimer l'année précédente. Il invite donc à traiter le sujet de la sortie des films estivaux lors notamment des ateliers des sorties, car ce n'est pas exactement la même manière de travailler certainement pour des sorties estivales que dans le reste de l'année, ce qui pourrait favoriser l'augmentation de sorties estivales de films Art & Essai.

Il indique ensuite la remise à jour complète de leurs outils. La plateforme Comscore movies, la plateforme internationale, est celle qui va se développer. Iboe est destiné à disparaître puisque que comscore movies offre les mêmes outils en mieux. Une nouvelle mouture de cinezap, est en cours de création. Elle reflètera toute l'activité des cinémas art et essai et des films recommandés art et essai, avec plus d'option de tri et de graphique.

Thierry Delpit, président de Cinesociety, aborde la nouvelle initiative data, Cinedata, qu'ils développent avec Monnaie Service, CineDigital et le SCARE. Ils ont travaillé avec l'équipe du SCARE, notamment sur ce contrat qui les lie. Le SCARE et Cinesociety sont à la disposition des exploitants à ce sujet.

7. Élections

Stéphane Libs annonce les résultats des élections.

Sont élu.e.s ou réélu.e.s : Stephen Bonato, Paul-Marie Claret, Sylvain Clochard, Stéphanie Jaunay et Sylvie Larroque.

La séance est levée à 19h45.